

## **SUR QUELQUES PROBLÈMES ACTUELS...**

### ***Les élections: Victoire ou Défaite ?***

On ne le dira jamais assez: la défaite électorale de l'Union de la Gauche, amorcée le 12 mars 1978 et se transformant en véritable déroute le 19 mars, ne saurait être considérée comme une défaite de la classe ouvrière, pour la raison toute simple que la classe ouvrière ne s'est à aucun moment, identifiée à l'Union de la Gauche qui exprimait beaucoup plus une vague aspiration au "changement", notamment de la part de la petite-bourgeoisie, que les besoins de la classe ouvrière engagée quant à elle dans un combat sans merci contre la bourgeoisie et les appareils qui la soutiennent.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les travailleurs, même lorsqu'ils votaient P.C./P.S., aient refusé de s'identifier à ces partis qui prétendent «se réclamer de la classe ouvrière»! Ils sont confrontés à des problèmes infiniment plus sérieux que les jeux électoraux.

Cela ne veut pas dire qu'à un moment ou à un autre, les travailleurs ne seront pas tentés d'utiliser à leur profit les cadres vermoulus de la social-démocratie et du stalinisme... Encore que, depuis belle lurette, ils aient montré, qu'en période de crise, ils font plus volontiers confiance à leurs syndicats qu'aux partis dits «ouvriers» et qu'il est probable que dans une situation révolutionnaire, ils seront amenés à redécouvrir les «soviets» qui, dans un premier temps, prendront probablement une forme de «comités de grève élus».

Quoi qu'il en soit, il faut se rendre à l'évidence: nous ne sommes plus en 36, un demi-siècle de compromissions social-démocrates et de trahisons staliniennes ont élevé le niveau de conscience de la classe ouvrière et ceux qui, aujourd'hui, prétendent combattre «les illusions sur le terrain des illusions» feraient bien de s'interroger sur le point de savoir si, à leur corps défendant, et à la place qui est la leur, ils ne contribuent pas à entretenir les illusions?

### ***Le rôle et la place du P.C.F. et du P.S.***

Le P.C.F. et le P.S. «revendiquent» toute leur place dans l'appareil d'Etat et se plaignent amèrement que Chirac et ses amis le leur disputent âprement. Tel est le sens de la querelle survenue sur le problème de la «présidence des commissions».

Il n'y a rien de bien nouveau, et depuis Jules Guesde que Fernand Pelloutier qualifiait de «Torquemada à lorgnon», on sait jusqu'où peut conduire le crétinisme parlementaire.

Mais il y a aujourd'hui un phénomène nouveau sur la signification et la portée duquel les révolutionnaires feraient bien de s'interroger.

Aujourd'hui, les appareils social-démocrate et stalinien veulent être présents non seulement au niveau des superstructures mais revendiquent également leur place à tous les niveaux de la société capitaliste. Telle est la signification de leur ralliement à la «planification démocratique» et aux solutions «autogestionnaires» chères à MM. Edmond Maire et François Ceyrac.

Et il nous faut bien constater que lorsque la F.E.N. se prononce pour la «nationalisation tripartite» et combat pour la mise en place des «conseils d'école» elle se situe sur le même terrain (celui du néo-corporatisme) que le stalinien Trentin qui affirme cyniquement être partisan de la «gestion corporative de l'Etat».

Ne peut-on pas légitimement s'interroger: lorsque des militants ouvriers se retrouvent, à 50 ans de distance, sur les positions de Benito Mussolini, pourront-ils longtemps encore être considérés comme des militants ouvriers traditionnels?

## ***De la nécessité de combattre les idéologies réactionnaires***

Certes le combat de la classe ouvrière n'est pas un combat «idéologique». Les travailleurs se constituent en classe, en s'organisant d'abord en vue de défendre leurs conditions matérielles d'existence sans cesse remises en cause par les nécessités de l'exploitation capitaliste.

La place et le rôle historique de la classe ouvrière ne résultent pas d'une construction idéologique (d'un projet de société!) mais de la place qu'elle occupe dans les rapports de production.

Il s'agit là de vérités d'évidence que personne ne conteste, mais cela signifie-t-il qu'il faille sous-estimer le rôle de l'idéologie en tant qu'arme utilisée contre la classe ouvrière.

N'y a-t-il pas une certaine lâcheté ou plus simplement la marque du plus pur opportunisme politique dans la répugnance marquée par beaucoup de camarades à prendre notamment position sur le problème de l'idéologie écologique et la campagne anti-nucléaire.

Bien entendu, il n'est pas question de nier l'existence de problèmes «écologiques» et la nécessité de préserver certains équilibres naturels, mais ces problèmes ne sont pas nouveaux. Dès que les hommes se sont attachés à organiser la production des biens nécessaires à leur survie, ils ont du même coup compromis certains équilibres naturels. Cela n'a pas empêché le nécessaire développement des forces productives aujourd'hui remis en cause par tous les contempteurs du progrès considéré comme le diable. Autrement dit, l'idéologie écologique est fondée sur le postulat absurde de la bonne nature (oeuvre de Dieu) opposée aux diaboliques activités des hommes qui osent remettre en cause l'ordre divin.

Cette idéologie, même ornée de la phrase gauche, est à proprement parler réactionnaire et peut à certains moments nourrir une activité contre-révolutionnaire et c'est pourquoi il est inadmissible que les groupes ou organisations réunissant l'avant-garde révolutionnaire ne prennent pas clairement position. Les tergiversations ne sont plus de mise. Il faut caractériser clairement l'idéologie écologique et la campagne anti-nucléaire pour ce qu'elles sont: l'expression la plus pure de la réaction.

**Alexandre HEBERT.**

-----